

LES FLAMMES DE LIBERTE

Compilé par :

Sultan Ahmad

**LE COMITÉ SPÉCIAL DU PARLEMENT SUR LE CACHEMIRE
MAISON DU PARLEMENT
ISLAMABAD**

AVANT PROPOS

Le feu de liberté contre le règne tyrannique et despotique indien (dès fois télécommandé par ses pantins cachemiris), qui brûle dans les coeurs des cachemiris depuis des décennies, a érupté en flammes à cause de la non-exécution des résolutions de l'ONU sur le problème du Cachemire, des élections truquées de 1987 et de la vague de démocratie qui a emporté le globe dans les années quatre-vingt. Les cachemiris se sont descendus dans les rues pour des manifestations pacifiques. Comme l'Inde a essayé d'étouffer les protestes en employant la force, les cachemiris n'avaient d'autre choix que d'opter pour la démocratie. Rien que pour briser la volonté des cachemiris de lutter pour la liberté, l'Inde a déclenché un règne de terreur au Cachemire occupé avec le déploiement de plus de 7 cent mille soldats et l'imposition des lois draconiennes qui leur ont donné des pouvoirs sans bornes. Le Cachemire saigne et les cachemiris crient pour le secours.

Pourtant, les cachemiris continuent leur lutte pour le droit d'auto détermination qui leur est promis par les Nations Unies, l'Inde et le Pakistan. Les sacrifices offerts par les cachemiris en forme de vie et de propriété sont sans précédent dans l'histoire. Les cachemiris écrivent leurs contes de souffrances avec leur sang. La phase actuelle de leur lutte, résumée dans cette brochure, à travers les événements majeurs et la réaction de la communauté mondiale, a certes ajouté un chapitre inédit à l'histoire de liberté des nations.

Les flammes de liberté peuvent sombrer toute la région, créant ainsi une situation difficile à manier. Il est donc temps que la communauté mondiale intervienne et résolve le problème. L'odyssée tragique qui est le Cachemire est un appel au clarion pour nous tous. C'est une épreuve à la pierre de touché de la volonté du peuple du monde libre.

Maulana Fazl-ur-Rahman
Président,
Le Comité Spécial du
Parelement sur le Cachemire

LES FLAMMES DE LIBERTE

Malheureusement, le peuple du Jammu et Cachemire est victimes de tyrannie et de mauvais traitement depuis des siècles. Les souverains despotiques ne les ont non seulement mal traités mais ils ont dû payer plusieurs impôts aussi. Selon le Sir Walter Lawrance, le 'Settlement Commission' de l'époque, « Presque tout, sauf l'air et l'eau a été imposé à l'impôt au Cachemire ».

Les cachemiris ont commencé à résister ensemble le règne tyrannique sikhe depuis le début du dix-neuvième siècle. Le Maharaja Ranjit Singh a envoyé son commandant, le Raja Gulab Singh du Jammu, pour étouffer le rébellion de 1832. Il a brûlé vifs les chefs cachemiris. Après avoir acheté le Cachemire du gouvernement britannique de l'Inde en 1846, Gulab Singh a traité le peuple cachemiri comme des inhumains. Il a rendu leur vie misérable et a écrasé toute résistance avec force. Après lui, ses successeurs, quand les ouvriers d'une usine de soie gérée par l'état, ont manifesté pour l'augmentation de leurs salaires en 1924. Leurs chefs étaient torturés à mort. Treize musulmans étaient tués le 13 juillet 1931 devant le 'Srinagar Jail' où on interrogeait un musulman pour prononcer un discours contre le souverain, le Maharaja Hari Singh. La même année, un comité, le 'All India Kashmir Committee', était formé à Lahore, dirigé par le Allama Iqbal, le poète de l'Orient, pour organiser le soutien pour les pauvres cachemiris. En 1947, ses soldats ont tué des centaines de milliers de cachemiris. L'Inde a aussi envoyé ses troupes et a

forciblement occupé l'Etat du Jammu et Cachemire le 27 Octobre 1947. Les cachemiris ont révolté et ont réussi à libérer quelques endroits de l'Etat, qu'on appelle 'Azad (Libre) Jammu et Cachemire (AJK)'.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU et la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (l'UNCIP) ont, dans leurs résolutions, exigé le plébiscite de l'Etat pour juger si les cachemiris voulaient s'aligner avec l'Inde ou le Pakistan. L'Inde a accepté ses résolutions mais, elle ne les a pas exécutées sur un prétexte ou un autre. Ceci a encore frustré les cachemiris et a ravitaillé le feu de leur ressentiment.

En 1986, les partis politiques musulmans au Cachemire Occupé par l'Inde (COI) ont formé l'United Muslim Front' pour les élections de 1987. Comme dans le passé, ces élections étaient aussi truquées. Le truquage général et l'augmentation des taux d'électricité en 1988 ont entretenu le feu de haine contre l'Inde, conduisant à l'agitation par les cachemiris. On a tiré sur les manifestants, arrêté les chefs et imposé le couvre-feu.

La libération de l'Afghanistan de l'occupation de l'Union Soviétique et la vague de démocratie qui a escaladé à travers le monde, surtout en Europe Orientale, a allumé le feu de liberté parmi les cachemiris qui fermentait dans leurs cœurs depuis des siècles. Tout ceci a ajouté à une vague de protestes et de manifestations au COI, qui continuent depuis 17 années, résumé ici en ordre chronologique.

1989

- La jeunesse cachemires commence des conflits avec les forces de sécurité indiennes : les derniers font recours à la déseccration des mosquées et à la flagellation des musulmans pendant les prières.
- La fille du Ministre de l'Intérieur Indien, le Mufti Saeed est enlevée et relâchée après 5 jours.
- Le couvre-feu est imposé avec intermittance dans toute la vallée.

1990

- Jagmohan fait sa rentrée comme Gouverneur et ordonne la fouille porte à porte.
- Les protestes des cachemiris continuent.
- L'Assemblée de l'Etat est dissolue.
- La sortie en masse des 'pundits' cachemiris commence pour donner au mouvement de liberté une touche religieuse et communale.
- Mir Waiz Maulvi Farooq est tué ; on ouvre le feu sur son cortège funébre dû auquel 50 personnes sont tuées.

1991

- Les soldats indiens déshonorent 23 femmes devant les membres de leurs familles au village Kunan Poshpora dans

une seule nuit et ceci donne lieu à une forte condamnation à travers le monde.

- Les troupes indiennes tuent 73 cachemiris et en plus des 50 qui sont tués quand elles ouvrent le feu sur un cortège funèbre.

1992

- 14 Cachemiris innocents sont tués dans un seul lieu par les troupes indiennes et 12 autres dans un autre incident violent.
- La molestation des femmes continue. Les forces de sécurité indiennes commencent à utiliser la violence comme une arme de guerre, comme une stratégie pour briser la volonté des cachemiris.

1993

- 30 partis se rassemblent et forment le 'All Parties Hurriyat Conference' (l'APHC).
- La ville entière de Sopore est brûlée par les troupes indiennes ; 40 résidents sont aussi tués.
- Les forces de sécurité indiennes assiègent le tombeau d'Hazrat Bal pour 32 jours, où 65 cachemiris sont capturés.
- Le Secrétaire Adjoint de l'Etat des USA, Robin Raphel parle des doutes sur l'instrument de l'accession de l'Etat à l'Inde.

1994

- Le mouvement de liberté prend le relais.

- Le règne de terreur continue, déclenché par les autorités indiennes, malgré la condamnation des activistes et des organisations des droits de l'homme.
- Le gouvernement indien continue à chanter le même refrain que l'Etat est une partie intégrale de l'Inde.

1995

- La Commission Internationale des Juristes prononce son souci sur le terrorisme continuel de l'Etat au COI.
- L'Amnestié Internationale brouille avec le gouvernement indien sur les atrocités perpétrées par ses forces de sécurité.
- La Commission Indienne Nationale des Droits de l'Homme demande au gouvernement indien de laisser les représentants de l'Amnestie Internationale visiter le COI.
- Le Président du Groupe Parlementaire Britannique des Droits de l'Homme, Eric Avebury déclare la situation au COI comme la plus grande tragédie de l'époque moderne.
- Les soldats indiens mettent au feu le tombeau de Nooruddin Wali (Charar Sharif) qui cause un grand souci parmi les musulmans.
- Le Groupe de Contact de l'OCI sur le Cachemire condamne l'opération militaire au Charar Sharif.

1996

- Les élections truquées de Lok Sabha (La Chambre Basse du Parlement Indien) sont largement boycottées. Des centaines de milliers de fonctionnaires qui devaient travailler pendant les élections font grève pendant trois semaines .
- Le média international déclare le scrutin comme un truquage et une farce. Douze membres du congrès des USA, dans une lettre adressée au gouvernement indien, expriment leur souci sur l'abus du processus du scrutin.
- Le Groupe de Travail du Conseil de Sécurité recommande de garder le problème du Cachemire sur l'Ordre du jour du Conseil.

1997

- L'Inde élargie l'opération de deux lois draconiennes : le 'Arms Forces Special Powers Act' et le 'Disturbed Areas Act' au COI, donnant libre cours et l'immunité aux troupes indiennes.
- Les ONG : WSU (Allemagne), IFSO (USA) et une délégation de 4 membres de l'Union Européenne expriment le souci sur les abus des droits de l'homme au COI. Le Human Rights Watch déclare que la situation des droits de l'homme au COI, a aggravé à cause de la nouvelle politique indienne d'armer et de soutenir le militia irrégulier pour le besoin de ses opérations de contre insurgence.

- L'administration de Clinton réitère que le Cachemire est un problème du premier abord.
- Le Lord Avebury, Président du Groupe des Droits de l'Homme du 'House of Lords' insiste au gouvernement de l'Inde de permettre les organisations des Droits de l'Homme de visiter le COI.

1998

- L'Inde envoie davantage de troupes dans l'Etat.
- Les troupes indiennes profanent le tombeau de Daud Khaki au Srinagar.
- Le département des USA et le Human Rights Watch confirment les tueries et les abus répandus par les troupes indiennes.
- L'Union Européenne condamne les violations des Droits de l'Homme au COI et insiste au gouvernement indien de permettre les organisations internationales de visiter le COI.
- Les soldats indiens déguisés commencent les tueries ciblées des cachemiris.
- Le parlementaire britannique George Galloway déclare que c'est la responsabilité des britanniques de résoudre le problème du Cachemire.
- Le Président Clinton déclare que l'Inde pose un problème majeur en refusant d'accepter toute médiation sur le problème du Cachemire.

- Le Secrétaire des Affaires Etrangères Britannique, Robin Cook déclare que le problème du Cachemire figure à la tête de l'ordre du jour du gouvernement britannique.
- Lors de son discours prononcé au Sommet du NAM, Nelson Mandela exprime le soutien au mouvement du peuple du Jammu et Cachemire .
- Le Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan déclare que le Cachemire est l'un des soucis majeurs à travers le monde.

1999

- Trop peu de gens participent au scrutin général.
- Les protestes des cachemiris contre l'occupation et la répression indiennes continuent. Pourtant, l'Inde non seulement augmente ses forces, elle multiplie également les atrocités.
- Le premier Ministre Indien, Vajpayee et le Premier Ministre Pakistanais, Nawaz Sharif se mettent d'accord à Lahore pour résoudre tous les problèmes de manière pacifique, y compris celui du Cachemire. Pourtant, la tension entre le Pakistan et l'Inde réside grande.
- Pendant la crise du Kargil, il y a la peur de l'éclatement de guerre.
- Les chefs mondiaux expriment leur souci à l'occasion du Sommet G8 sur la confrontation militaire continuelle au Jammu et Cachemire.

- Plus de 40 membres de la Chambre des Représentants des USA insistent au Président Clinton de nommer un envoyé spécial sur le Cachemire.

2000

- Les soldats indiens tuent plusieurs musulmans cachemiris ainsi que 35 sikhs au village Chatti Singpura et blament les militants pour ce crime heineux qui fait éclater des protestes générales.
- 100 magasins sont brûlés à Pattan.
- Les activistes de Libération, Javed Zargar, Farida Bahenji et Manzoor Sufi sont mis en liberté après la détention illégale de 5, 11 et 10 ans respectivement.
- Le Commission des Droits de l'Homme de l'ONU fait observer dans son rapport annuel de 1999 que l'Inde est l'un des pays qui sont inaccessibles aux organisations des droits de l'homme.
- L'Amnestie Internationale , dans son rapport annuel, exprime son souci sur les violations massives des Droits de l'Homme au COI. Elle exige le relâchement des détenus cachemiris et le retrait des lois draconiennes.
- Le membre du Parlement Britannique, Tom Cox condamne les pouvoirs mondiaux pour ne pas arrêter l'agression indienne au Cachemire.
- Le Groupe de Contact de l'OCI décide de nommer un envoyé au Cachemire ainsi qu' une équipe pour évaluer la situation au COI.

- Le Représentant Spécial de l'Arch Bishop de Canterbury (Londres) sollicite une conférence internationale pour résoudre le problème du Cachemire.

2001

- Les forces indiennes assiègent le tombeau du Shah Ahmad Kirmani (Budgam) pour plusieurs jours.
- Six districts du Jammu sont déclarés les endroits perturbés donnant ainsi des pouvoirs larges aux soldats indiens.
- Les troupes indiennes mettent au feu plusieurs maisons, magasins et d'autres immeubles au Kupwara et au Kulgam.
- Les avocats boycottent les cours comme un signe de proteste contre les lois draconiennes comme la 'Prevention of Terrorism Ordinance (POTO)' et les abus des droits de l'homme.
- L'Inde augmente ses forces militaires au COI. « Youm-e-Aseeran » (Le Jour des Détenus) est observé le 2 novembre à travers l'Etat.
- La Commission Nationale Indienne des Droits de l'Homme demande au régime fantouche de l'Etat, aux ministres de Défense et de l'Intérieur, d'expliquer l'augmentation des turies en détention.
- Le Human Rights Watch exige le retrait de la POTO.

- Le Commissaire des Droits de l'Homme de l'ONU, Mary Robinson déclare la situation des droits de l'homme au COI étant très grave.
- L' Amnestie Internationale exprime son souci grave sur l'amnestie donnée par le gouvernement indien aux soldats indiens inculpés dans les violations des droits de l'homme.
- 36 parlementaires britanniques signent une résolution pour soutenir le droit d'auto détermination des cachemiris.
- Le Secrétaire-Adjoint d'Etat des USA, Richard Armitage déclare que les USA doit prendre en compte les violations des droits de l'homme au COI.
- L'Inde déploie un nombre sans précédent de troupes sur les frontières pakistanaises pour exercer la pression le dernier sur le problème du Cachemire.

2002

- Les soldats indiens continuent à tuer les gens innocents dans la fusillade au hasard et en déguise.
- Le chef de l'APHC, Abdul Ghani Lone est abattu.
- L'Inde interdit le Groupe de Libération des Femmes Cachemiries, le 'Dukhtarana-e-Millat'.
- L'Inde augmente encore ses forces au COI.
- L'Inde refuse de permettre aux observateurs étrangers d'assister au scrutin de l'Assemblée du COI. Les cachemiris boycottent les élections.

- L'Inde rejette la proposition du Pakistan d'une force internationale pour patrouiller la ligne de Contrôle (LOC).
- L'APHC déclare que la lutte des cachemiris est indigène et que le Pakistan n'y est pas inculpé.
- L'APHC rejette le LOC comme une frontière internationale ou une autonomie interne comme une solution de la dispute du Cachemire.
- Le Président Pervez Musharraf assure le soutien moral, politique et diplomatique aux cachemiris.
- La Banque Mondiale, le Secrétaire Britannique des Affaires Etrangères et le Ministre Français des Affaires Etrangères avertissent que la crise du Cachemire peut culminer en une guerre nucléaire.
- Les chefs de la NATO expriment également le souci sur la tension au Sous-Continent.
- Le Secrétaire d'Etat des USA, Collin Powel déclare que la dispute du Cachemire est sur l'ordre du jour international.
- Le Secrétaire de Défense des USA déclare que les USA n'ont aucune preuve du Al Qaeda au Cachemire.
- Le Chef de la Politique Etrangère de l'Union Européenne, J. Solana déclare que les élections au COI ne sont point une solution permanente au problème du Cachemire.
- Le Secrétaire Général de l'ONU fait observer que la communauté internationale a un rôle à jouer dans la résolution du problème.

- L'Amnestie Internationale exprime l'appréhension que les personnes accusées dans l'attaque sur le Parlement ne seraient pas juger de manière juste.
- Le Secrétaire Britannique des Affaires Etrangères, J. Straw fait observer qu'on a commis une faute grave à ne pas bien déterminer les frontières entre l'Inde et le Pakistan.
- Le Canada offre la médiation pour résoudre le problème du Cachemire.

2003

- Les troupes indiennes tuent 17 cachemiris à Danhal Hanjorpora et 18 à Gurez (Baramola).
- 10 cachemiris sont condamnés à mort sous le ' Terrorist and Disruptive Activities Prevention Act' (le TATA).
- Pendant la visite du Premier Ministre Vajpayee, il y a une grève totale.
- Plusieurs chefs cachemiris sont arrêtés . Le Président de l'APHC insiste à l'ONU d'arrêter le terrorisme indien de l'Etat.
- Le Ministre de la Défense Indienne, G. Fernandes déclare qu'il n'y point d'Al-Qaeda au Jammu et Cachemire.
- Dans une réponse à la propagande indienne d'infiltration au travers le LOC, le Pakistan propose de poster les observateurs par le Conseil de Sécurité de l'ONU et 2 Etats Islamiques pour vérifier l'infiltration. Pourtant, l'Inde interdit même au Group d'Obsercateurs Militaires de l'ONU pour l'Inde et le Pakistan (L'UNMOGIP) de visiter le LOC pour leur devoir de routine.

- Le Président Pervez Musharraf déclare que le Pakistan retirerait ses troupes du Cachemire si l'Inde accepte de faire le même.
- Le Secrétaire Général de l'ONU offre encore une fois ses services pour résoudre le problème du Cachemire.
- Les USA soulignent qu'il n'y a aucun changement dans sa politique sur le Cachemire.
- Le Secrétaire-adjoint d'Etat des Nations Unies, Richard Armitage fait observer qu'apart la Palestine, le Cachemire est l'endroit le plus dangereux du monde.
- L'OCI insiste à l'Inde de permettre sa délégation de visiter le COI.
- Cinq parlementaires britanniques passent une résolution à la 'House of Commons', exigeant l'exécution des résolutions de l'ONU pour l'auto-détermination au Jammu et Cachemire.

2004

- Le Premier Ministre Indien, Vajpayee et le Président Pakistanais Pervez Musharraf se mettent d'accord pour initier un dialogue afin de résoudre toutes les disputes, y compris celle du Cachemire.
- Comme dans le passé, le Jour de la République Indienne est observé comme le Jour Noir par les cachemiris.
- Au lieu de répondre positivement aux gestes de bonne volonté montrés par le Pakistan, l'Inde monte une barrière sur le LOC et commence à cibler les chefs cachemiris.

- Les cachemiris boycottent les élections truquées du Lok Sabha.
- Le Ministre-en-Chef ancien, le Dr. Farooq Abdullah déclare que l'Inde a forciblement occupé le Jammu et Cachemire.
- Le Jour Noir est observé le 27 Octobre (Le jour où l'Inde a forciblement occupé le Jammu et Cachemire) à l'occasion de la visite du Premier Ministre Indien Manmohan Singh du COI.
- Dans son discours prononcé devant les parlementaires du JCL, le Président Musharraf réaffirme le soutien morale, politique et diplomatique du Pakistan aux cachemiris.
- Le Président Musharraf et le Premier Ministre Indien Manmohan Singh se mettent d'accord pour explorer les options possibles pour une solution pacifique du problème du Cachemire.
- L' Amnestie Internationale insiste à l'Inde d'être plus sérieux pour explorer les violations des droits de l'homme au Cachemire.
- Le Président Iranien Syed Muhammad Khatami insiste pour la résolution du problème du Cachemire selon la volonté des cachemiris.
- Le Président du Comité du Cachemire au Parlement European, James Ellis et le Premier Ministre Britannique, Goodman déclarent que la meilleure solution du problème du cachemire réside dans les résolutions de l'ONU.

- Le chef cachemiri Shakeel Ahmad Bakhshi est mis en liberté après une détention de 4 ans.
- La délégation du Parlement Européen, après sa visite du COI, dénonce les abus des droits de l'homme là-bas et la déclare « la plus belle prison du monde ». Elle recommande la nomination d'un Rapporteur sur le Cachemire par le Parlement Européen. Elle insiste aussi à l'Inde de laisser le Group d'Observateurs Militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (l'UNMOGIP) de jouer son rôle. Dans une conférence de presse, un membre de la délégation observe que la lutte au COI est indigène et ajoute que les tueries en détention des cachemiris innocents par les troupes indiennes comptent pour 17 par jour.
- Le Comité Spécial du Parlement (du Pakistan) sur le Cachemire réitère de résoudre le problème du Cachemire selon les volontés des cachemiris, d'après les résolutions de l'ONU. Il réitère aussi le soutien moral, politique et diplomatique à la lutte juste des cachemiris pour leur droit d'auto-détermination.
- Le 'Congressman' des USA, Pitts fait passer une résolution dans la Chambre des Représentants insistant au Président des USA de nommer un Envoyé Spécial sur le Cachemire.

2005

- Une grève totale est observée à travers le COI à l'occasion du Jour de la République Indienne.
- Le théâtre d'élections est encore joué au COI. Pourtant, à l'appel de l'APHC, les cachemiris non seulement boycottent les élections mais une grève paralysante est aussi observée à cette occasion.
- Le Président Pervez Musharraf, dans son message à l'occasion du Jour de la Solidarité avec le Cachemire (le 5 février) insiste que la paix dans la région n'est possible, ni les mesures pour engendrer la confiance peuvent avancer à moins que le problème du Cachemire soit résolu selon les volontés des cachemiris. Le Premier Ministre Shaukat Aziz dans son discours prononcé à la Convention du Cachemire pour marquer la journée, réitère que le Pakistan ne compromettrait jamais sur sa position de principe sur le Cachemire. Dans son adresse à une rallie de solidarité, Hamid Nasir Chatta, le Président du Comité Spécial du Parlement sur le Cachemire assure les cachemiris du soutien moral, diplomatique et politique du Pakistan dans leur lutte juste pour le droit d'auto-détermination.
- Condamnant les violations massives des droits de l'homme par les troupes indiennes, le Département d'Etat des USA, dans son rapport annuel, dit que les forces de sécurité indiennes commettent des abus avec impunité et tuent des civils au Jammu au cachemire. Il critique aussi la

police pour les tueries extra-judiciaires, les tueries dans les ambuscades improvisées et les morts en détention.

- L'Inde et le Pakistan recommencent le service de bus au travers le LOC à partir du 7 avril après environ un demi siècle.
- La plupart des participants de la Conférence organisée par le grand organisateur PUGWASH au Srinagar, le 24 avril, exige un cessé de feu interne, le retrait des troupes, la participation des cachemiris dans le processus du dialogue Indo-pakistanaï et le relâchement des prisonniers politiques.
- L'Amnestie Internationale (l'AI) condamne les abus des Droits de l'Homme au COI. Elle critique aussi le régime fantouche du COI et son échec à rendre justice à ceux qui sont responsables de la mort de Jalil Andrabi.
- Pendant la visite des pays Européens, Hamid Nasir Chattha, le Président du Comité Parlementaire sur le Cachemire, fait appel à la communauté mondiale d'insister à l'Inde de résoudre le problème du Cachemire.
- Une délégation de neuf membres de l'APHC, dirigée par Mir Waiz Umer Farooq, visite le Pakistan pour deux semaines. Pendant son séjour, la délégation discute le problème du Cachemire avec les chefs du Pakistan et du JCL.
- Les avocats américains, les politiciens et les intellectuels de l'Asie du Sud qui assistent à la Conférence Internationale de Paix à Washington (les 14 et 15 juillet)

déclarent que la ligne de cessé de feu au Jammu et Cachemire comme une frontière permanente internationale est inacceptable et exigent l'inclusion des cachemiris dans les négociations pour résoudre la dispute du Cachemire.

- Le Haut Commissaire Britannique pour le Pakistan, Mark Lyall Grant avoue que les britanniques avaient vraiment fait une faute en gardant la résolution du problème du Cachemire en abeyance au moment de la partition de l'Inde.

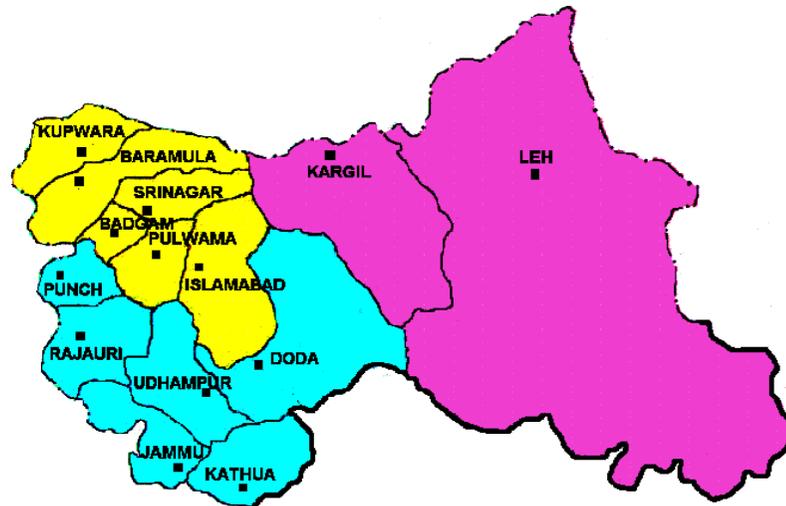
LES ABUS DES DROITS DE L'HOMME COMMIS PAR
LES TROUPES INDIENNES AU COI

(DU JANVIER 1989 AU 15 AOUT 2005)

1. Tueries totales :	90 240
2. Tueries en détention	6795
3. Civiles arrêtés	110 598
4. Maisons/Magasins détruits	105 007
5. Femmes rendues veuves	22 298
6. Enfants rendus orphelins	106 470
7. Femmes violées en groupe/molestées	9 604
8. Cachemiris en détention	1 897

(Source : l'APHC)

LES FLAMMES DE LIBERTE



LE COMITE SPECIAL DU PARLEMENT SUR LE CACHEMIRE

LE BUREAU PARLEMENTAIRE

TEL: 9208705, 9206542, 9201972

FAX: 9209768, 9208933

Email: kashmir_comm@na.gov.pk

Website: www.na.gov.pk